

Nice

# Les agents des impôts redoutent des fermetures

Contre les suppressions de postes, une centaine de fonctionnaires étaient en grève pour la deuxième fois en une semaine, hier, au centre des Finances publiques de la rue Joseph-Cadei

**L**e centre Cadei est fermé toute la journée. Nous sommes en grève... » Cette phrase en forme de leitmotiv, les agents du centre des finances publiques de Nice-Cadei l'ont souvent répétée, hier, aux visiteurs trouvant porte close. Explications orales et distributions de tracts de la part d'une bonne centaine de fonctionnaires qui ont débrayé. « On a fait la même chose déjà, jeudi », indique Odile Girard, secrétaire CGT, une des représentantes de l'intersyndicale à l'origine du mouvement de contestation (FO, Solidaires, CGT, CFDT). Contestation provoquée par une crainte que beaucoup partagent dans ce bâtiment regroupant 450 employés.

« Le service public est en danger à cause du nouveau plan de géographie revisité. Ce plan pluri-annuel nous annonce que d'ici à 2022, de 11 services des impôts des entreprises, on passera à 4. Pour les particuliers, on passera



**Forte mobilisation de grévistes, hier, devant le centre des impôts de la rue Joseph-Cadei.**  
(Photo Franck Fernandes)

de 10 services à 4. Et pour le service de publicité foncière, de 8 à 2. » Les mots d'ordre du plan ? « Re-grouper, restructurer », résume un

agent dans la foule. Tout ça pour quoi ? « Pour accompagner la suppression d'emplois dans l'administration fiscale déjà bien impactée, poursuit Odile Girard. En septem-

bre, nous attendons 50 suppressions de postes dans les Alpes-Maritimes, puis 100 par an jusqu'en 2022. Sur les dix dernières années, il y a déjà eu plus de 500 suppressions. Ce qui fait moins de monde pour accueillir le public. Or, avec les prélèvements à la source, on peut monter à 1 000 réceptions par jour ! »

Pascal Dumas de FO, pointe du doigt la dette publique : « Pour la réduire, on supprime des fonctionnaires et on décide des abandons de missions et on recense, on fusionne. Les centres de Bar-sur-Loup, Saint-Laurent-du-Var, Mougins ont déjà fermé. En 2020, ce sera au tour de Contes, Villefranche-sur-Mer, Levens, Breil. »

## Du travail pourtant

Au nom de la CFDT, Michel Aimé avance un commentaire : « Si le contrôle fiscal était vraiment appliqué, on n'aurait plus de problème de dette. Ici, le départe-

ment est riche, avec de gros enjeux financiers. Il y a du boulot pour beaucoup de centres et des recettes qui devraient rentrer, mais qui ne rentrent pas. » Des contribuables écoutent. Ils comprennent les conséquences des suppressions d'emplois énoncées par les grévistes : « réceptions uniquement sur rendez-vous, centre des finances de plus en plus éloigné, difficultés pour avoir un agent au téléphone, mise en place de plateformes téléphoniques payantes, obligation de télédéclarer et télépayer les impôts... » Au bout du compte, cette dame entrevoit le résultat de cette déshumanisation annoncée : « On fera encore plus la queue dans la rue... » Nous avons joint la direction départementale des Finances publiques afin de recueillir son point de vue sur le mouvement, mais celle-ci n'a pas souhaité s'exprimer.

**CHRISTINE RINAUDO**  
crinaudo@nicematin.fr



Nice

# Les agents des impôts redoutent des fermetures

Contre les suppressions de postes, une centaine de fonctionnaires étaient en grève pour la deuxième fois en une semaine, hier, au centre des Finances publiques de la rue Joseph-Cadei

**L**e centre Cadei est fermé toute la journée. Nous sommes en grève... » Cette phrase en forme de leitmotiv, les agents du centre des finances publiques de Nice-Cadei l'ont souvent répétée, hier, aux visiteurs trouvant porte close. Explications orales et distributions de tracts de la part d'une bonne centaine de fonctionnaires qui ont débrayé. « On a fait la même chose déjà, jeudi », indique Odile Girard, secrétaire CGT, une des représentantes de l'intersyndicale à l'origine du mouvement de contestation (FO, Solidaires, CGT, CFDT). Contestation provoquée par une crainte que beaucoup partagent dans ce bâtiment regroupant 450 employés. « Le service public est en danger à cause du nouveau plan de géographie revisité. Ce plan pluri-annuel nous annonce que d'ici à 2022, de 11 services des impôts des entreprises, on passera à 4. Pour les particuliers, on passera



**Forte mobilisation de grévistes, hier, devant le centre des impôts de la rue Joseph-Cadei.**  
(Photo Franck Fernandes)

de 10 services à 4. Et pour le service de publicité foncière, de 8 à 2. » Les mots d'ordre du plan ? « Re-grouper, restructurer », résume un

agent dans la foule. Tout ça pour quoi ? « Pour accompagner la suppression d'emplois dans l'administration fiscale déjà bien impactée, poursuit Odile Girard. En septem-

bre, nous attendons 50 suppressions de postes dans les Alpes-Maritimes, puis 100 par an jusqu'en 2022. Sur les dix dernières années, il y a déjà eu plus de 500 suppressions. Ce qui fait moins de monde pour accueillir le public. Or, avec les prélèvements à la source, on peut monter à 1 000 réceptions par jour ! »

Pascal Dumas de FO, pointe du doigt la dette publique : « Pour la réduire, on supprime des fonctionnaires et on décide des abandons de missions et on recense, on fusionne. Les centres de Bar-sur-Loup, Saint-Laurent-du-Var, Mougins ont déjà fermé. En 2020, ce sera au tour de Contes, Villefranche-sur-Mer, Levens, Breil. »

## Du travail pourtant

Au nom de la CFDT, Michel Aimé avance un commentaire : « Si le contrôle fiscal était vraiment appliqué, on n'aurait plus de problème de dette. Ici, le départe-

ment est riche, avec de gros enjeux financiers. Il y a du boulot pour beaucoup de centres et des recettes qui devraient rentrer, mais qui ne rentrent pas. »

Des contribuables écoutent. Ils comprennent les conséquences des suppressions d'emplois énoncées par les grévistes : « réceptions uniquement sur rendez-vous, centre des finances de plus en plus éloignées, difficultés pour avoir un agent au téléphone, mise en place de plateformes téléphoniques payantes, obligation de télédéclarer et télépayer les impôts... » Au bout du compte, cette dame entrevoit le résultat de cette déshumanisation annoncée : « On fera encore plus la queue dans la rue... » Nous avons joint la direction départementale des Finances publiques afin de recueillir son point de vue sur le mouvement, mais celle-ci n'a pas souhaité s'exprimer.

**CHRISTINE RINAUDO**  
crinaudo@nicematin.fr